

Conditions générales d'utilisation du service gratuit

« Assistance juridique »

- Applicables au 20 mai 2026 -

1. PRÉAMBULE

1.1 Présentation générale du service

Le site internet accessible à l'adresse www.espace-avocats.fr a pour objet de proposer un service d'accueil, d'écoute et d'orientation des personnes confrontées à une problématique juridique, afin de leur permettre de mieux comprendre la nature de leur situation et d'être, le cas échéant, mises en relation avec un avocat.

Ce service s'inscrit dans une démarche de simplification de l'accès au droit. Il est conçu comme un point d'entrée destiné à aider les utilisateurs à clarifier leur problématique, sans se substituer à une consultation juridique complète ni à l'intervention d'un avocat dans le cadre de sa mission réglementée.

La plateforme intervient ainsi comme un intermédiaire d'orientation, permettant d'identifier la nature générale d'un besoin juridique et de proposer une mise en relation avec un professionnel du droit susceptible d'intervenir dans le cadre légal applicable.

Le fonctionnement général repose sur des échanges préliminaires, pouvant intervenir par téléphone, formulaire ou courrier électronique, ainsi que sur la transmission volontaire d'informations ou de documents par l'utilisateur, uniquement dans le but d'améliorer la compréhension de sa situation.

1.2 Nature du service gratuit

Le service proposé est entièrement gratuit pour l'utilisateur dans sa phase d'accueil et d'orientation. Il s'agit d'un échange préliminaire visant exclusivement à permettre une première qualification de la demande.

Ce service repose sur une écoute des besoins exprimés, une analyse générale de la situation telle qu'exposée par l'utilisateur, ainsi qu'une aide à la compréhension des enjeux juridiques de manière non exhaustive.

La plateforme peut, à l'issue de cet échange, proposer une orientation vers un avocat, sans que cela ne constitue en aucune manière une prestation de conseil juridique au sens de la réglementation applicable.

1.3 Distinction avec une consultation d'avocat

Le service proposé ne constitue pas une consultation juridique au sens de la loi n°71-1130 du 31 décembre 1971.

Il ne comprend ni représentation, ni défense des intérêts de l'utilisateur, ni élaboration de stratégie contentieuse, ni analyse juridique complète et définitive d'un dossier.

Il ne comprend pas davantage la rédaction d'actes juridiques, de conclusions ou de toute pièce procédurale.

Aucune relation avocat-client n'est créée du seul fait de l'utilisation de la plateforme.

2. IDENTIFICATION DE L'EXPLOITANT

2.1 Société exploitante

Le site est exploité par la société dont les informations légales complètes figurent sur les mentions légales du site, incluant notamment sa dénomination sociale, sa forme juridique, son capital social, son siège social, son numéro SIREN ainsi que son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés.

2.2 Directeur de publication

Le directeur de la publication est désigné conformément aux dispositions légales en vigueur et assume la responsabilité éditoriale du contenu du site.

2.3 Coordonnées

L'utilisateur peut contacter l'exploitant du site via l'adresse électronique et le numéro de téléphone indiqués sur la page de contact du site.

2.4 Supervision du service

Le service est supervisé par un avocat inscrit auprès d'un barreau français, assurant un cadre général de conformité et de qualité.

Cette supervision n'a toutefois pas pour effet de créer automatiquement une relation avocat-client entre l'utilisateur et l'avocat superviseur, ni de conférer aux échanges le bénéfice du secret professionnel.

L'avocat superviseur intervient exclusivement à des fins de contrôle de conformité et de qualité du service et n'intervient pas dans les relations individuelles entre utilisateurs et avocats partenaires.

3. DÉFINITIONS

Aux fins des présentes conditions générales, les termes suivants ont la signification qui leur est attribuée ci-après.

Le terme « Site » désigne le site internet accessible à l'adresse www.espace-avocats.fr.

Le terme « Plateforme » désigne l'ensemble des outils techniques permettant la mise en relation et le traitement des demandes.

Le terme « Utilisateur » désigne toute personne accédant au site et sollicitant le service.

Le « Service gratuit » désigne l'ensemble des prestations d'écoute, d'échange et d'orientation proposées sans contrepartie financière.

Le « Chargé d'orientation juridique » désigne la personne intervenant dans le traitement initial des demandes, sans être avocat dans l'exercice de sa mission.

L'« Avocat partenaire » désigne un avocat susceptible d'être mis en relation avec l'utilisateur.

La « Mise en relation » désigne l'acte par lequel la plateforme transmet les coordonnées ou oriente un utilisateur vers un avocat.

Les « Documents transmis » désignent l'ensemble des pièces communiquées volontairement par l'utilisateur.

La « Demande urgente » désigne toute sollicitation identifiée par l'utilisateur comme nécessitant un traitement prioritaire.

4. OBJET DES CONDITIONS GÉNÉRALES

Les présentes conditions générales ont pour objet d'encadrer juridiquement les modalités d'accès et d'utilisation du service proposé par la plateforme.

Elles constituent un contrat opposable à tout utilisateur.

L'utilisation du site implique l'acceptation pleine et entière des présentes conditions, lesquelles peuvent être modifiées à tout moment par l'exploitant. La version applicable

est celle en vigueur au moment de l'utilisation du service.

5. ACCEPTATION DES CONDITIONS

L'acceptation des présentes conditions est réputée acquise dès la navigation sur le site, l'utilisation des services, la prise de contact via les numéros affichés, ou encore l'envoi d'un formulaire ou d'un courrier électronique.

Toute utilisation du service vaut acceptation expresse et sans réserve des présentes dispositions.

6. DESCRIPTION DU SERVICE GRATUIT

Le service a pour finalité exclusive de permettre à l'utilisateur d'exposer sa situation, d'obtenir une première compréhension générale de son problème et, le cas échéant, d'être orienté vers un avocat.

Le fonctionnement peut inclure un échange téléphonique, un rappel, ou un traitement par formulaire, ainsi que la réception d'informations ou de documents transmis volontairement.

Le traitement des demandes se déroule selon une logique progressive comprenant la réception, la proposition de qualification initiale, l'analyse préliminaire des éléments communiqués, puis une éventuelle orientation vers un avocat.

La plateforme ne garantit ni l'exhaustivité de l'analyse, ni un traitement immédiat, ni une réponse systématique dans un délai déterminé. Le traitement de la

demande n'a qu'un caractère informatif pour l'utilisateur.

7. NATURE STRICTEMENT INFORMATIVE DU SERVICE

Le service fourni est exclusivement informatif et préliminaire. Il ne constitue en aucun cas une consultation juridique réglementée. Aucune stratégie contentieuse n'est élaborée dans le cadre des échanges, et aucune analyse juridique définitive n'est délivrée. De même, aucune rédaction d'actes, aucune représentation en justice, et aucun engagement de défense n'est assuré par la plateforme.

Le service ne constitue pas davantage une prestation de consultation juridique individualisée, même à caractère préliminaire, dans la mesure où les échanges ont pour seul objet une qualification générale de la situation exposée par l'utilisateur, sans interprétation juridique personnalisée susceptible de produire des effets juridiques.

La plateforme ne se substitue en aucune manière à un avocat dans l'exercice de ses fonctions définies par la loi. La qualification opérée par la plateforme dans le cadre de l'étude d'une situation ne constitue pas une qualification juridique opposable et ne saurait engager sa responsabilité.

8. STATUT DES CHARGÉS D'ORIENTATION JURIDIQUE

Les personnes intervenant dans le traitement des demandes ne sont pas

nécessairement avocats. Leur rôle est limité à l'écoute, à la compréhension générale de la situation, à la qualification de la demande et à l'orientation éventuelle vers un avocat. Les intervenants ne sont dans ce cadre pas habilités à fournir des consultations juridiques ni à établir des stratégies procédurales.

À des fins de qualité, le service est placé sous la supervision générale d'un avocat inscrit auprès d'un barreau français, sans que son utilisation n'implique une relation client-avocat.

9. MISE EN RELATION AVEC LES AVOCATS

La mise en relation avec un avocat dépend de plusieurs critères liés notamment à la nature du dossier, à la compétence territoriale, à la disponibilité des avocats et à l'adéquation estimée du besoin. La plateforme conserve une liberté d'appréciation dans le choix de l'orientation.

Aucune garantie n'est donnée quant à la désignation d'un avocat, ni quant à son acceptation du dossier. L'utilisateur conserve la possibilité de refuser la mise en relation, tout comme l'avocat conserve la liberté d'accepter ou de refuser une prise en charge.

10. RELATION ENTRE L'UTILISATEUR ET L'AVOCAT

La relation susceptible de naître entre l'utilisateur et l'avocat est totalement indépendante de la plateforme. Elle

est régie par une convention d'honoraires et par les règles professionnelles applicables à la profession d'avocat. La plateforme n'intervient ni dans la fixation des honoraires, ni dans la stratégie juridique, ni dans le suivi du dossier.

11. ABSENCE DE GARANTIE

La plateforme n'est tenue que d'une obligation de moyens. Elle ne garantit ni résultat, ni succès judiciaire, ni acceptation du dossier par un avocat. Elle ne garantit pas davantage de délai de traitement ni de disponibilité continue du service, y compris en cas de mention d'urgence par l'utilisateur.

12. RESPONSABILITÉ DE L'UTILISATEUR

L'utilisateur s'engage à fournir des informations exactes, complètes et sincères. Il est seul responsable des décisions prises sur la base des informations fournies dans le cadre du service. Toute utilisation frauduleuse ou détournée du service engage sa responsabilité.

13. DOCUMENTS ET PIÈCES TRANSMIS

L'utilisateur peut transmettre des documents utiles à la compréhension de sa situation. Il garantit disposer de tous les droits nécessaires à leur communication et que ceux-ci sont licites. La transmission de documents se fait sous sa seule responsabilité, notamment en ce qui concerne les risques liés aux échanges électroniques. La plateforme se

réserve le droit de refuser tout document manifestement illicite.

14. DISPONIBILITÉ DU SERVICE

Le service est accessible dans la limite des disponibilités techniques. Il peut être interrompu temporairement pour maintenance ou en cas de surcharge. Aucune continuité de service n'est garantie.

15. APPELS TÉLÉPHONIQUES

Les appels téléphoniques peuvent être enregistrés à des fins de qualité, de formation et de sécurité. L'utilisateur peut s'y opposer dans les conditions prévues par la réglementation. Les enregistrements sont conservés pour une durée limitée.

16. DONNÉES PERSONNELLES

Les données personnelles sont traitées conformément au RGPD. Elles sont utilisées exclusivement pour la gestion des demandes, l'orientation des utilisateurs et l'amélioration du service. L'utilisateur dispose de l'ensemble des droits prévus par la réglementation applicable.

Les traitements sont fondés sur l'intérêt légitime de la plateforme à organiser un service d'orientation juridique et à assurer le traitement des demandes des utilisateurs. Les données peuvent être transmises à des prestataires techniques agissant en qualité de sous-traitants au sens du RGPD. L'utilisateur est informé que les échanges réalisés dans le cadre du service ne sont pas couverts par le secret professionnel de l'avocat.

17. PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

L'ensemble des contenus du site est protégé par le droit de la propriété intellectuelle. Toute reproduction ou exploitation non autorisée est strictement interdite.

18. COMPORTEMENTS INTERDITS

Tout usage abusif, frauduleux ou malveillant du site est interdit. Sont notamment prohibés les comportements agressifs, le spam, les tentatives d'intrusion ou l'envoi de contenus illicites.

19. SUSPENSION OU REFUS DU SERVICE

La plateforme se réserve le droit de suspendre ou refuser l'accès au service en cas de comportement abusif, frauduleux ou contraire aux présentes conditions.

20. RESPONSABILITÉ TECHNIQUE

La plateforme ne saurait être tenue responsable des dysfonctionnements liés au réseau internet, à l'hébergement, ou à des attaques informatiques.

21. LIENS EXTERNES

Le site peut contenir des liens vers des sites tiers sur lesquels la plateforme n'exerce aucun contrôle et pour lesquels elle décline toute responsabilité.

22. FORCE MAJEURE

Aucune responsabilité ne pourra être engagée en cas de force majeure au sens du droit français.

23. NULLITÉ PARTIELLE

Si une clause des présentes venait à être déclarée nulle, les autres dispositions conserveraient leur pleine validité.

24. MODIFICATION DES CONDITIONS

Les présentes conditions peuvent être modifiées à tout moment. La version opposable est celle en vigueur au moment de l'utilisation du service.

25. MÉDIATION DE LA CONSOMMATION

L'utilisateur consommateur peut recourir à un médiateur de la consommation conformément aux dispositions légales applicables.

26. DROIT APPLICABLE

Les présentes conditions sont régies par le droit français.

27. JURIDICTION COMPÉTENTE

En cas de litige, compétence est attribuée aux juridictions françaises territorialement compétentes, sous réserve des dispositions impératives protectrices du consommateur.

28. ENTRÉE EN VIGUEUR

Les présentes conditions entrent en vigueur à la date du 20 mai 2026 et restent applicables jusqu'à leur modification.